Suivi de la situation humanitaire

Territoire de Walikalé, Province du Nord-Kivu, République démocratique du Congo (RDC)

Fiche d'information

Février 2021

Contexte

L'Est de la RDC est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés dans la province, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Des évaluations ponctuelles ne suffisent pas à identifier toutes les crises et leurs impacts sur les communautés sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, l'accès aux populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et au Tanganyika. Il a pour objectif de collecter des informations sur des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès afin de fournir un aperçu mensuel de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé (ZS) les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins. Les fiches d'information mensuelles et les aperçus de la situation trimestriels liés à ce projet sont disponibles sur le Centre de Ressources.

Méthodologie

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone. Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans le territoire. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la ZS et du territoire. Les résultats rapportés à l'échelle de la ZS se basent uniquement sur les localités situées dans les ZS où au moins 5% des localités répertoriées dans la ZS ont été évaluées[1]. Les résultats rapportés à l'échelle du territoire se basent sur l'ensemble des localités évaluées dans le territoire, y compris celles dans les ZS où moins de 5% des localités répertoriées ont été évaluées. Cette fiche présente les résultats de la collecte de données ayant eu lieu entre le 3 mars et le 10 mars 2022, dans le territoire de Walikalé[2]. Les résultats au niveau du territoire se basent sur 128 enquêtes auprès d'IC dans 73 localités réparties dans 4 ZS sur 4[3]. Les résultats au niveau des ZS se basent sur 128 enquêtes auprès d'IC dans 73 localités pour une couverture de 4 ZS sur 4. Sauf indication contraire, les résultats présentés dans cette fiche d'information portent sur le mois de février. **Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.**

Profils des IC enquêtés

Lien entre les IC et la localité sur laquelle ils reportent (au cours du dernier mois) :

Vit dans la localité	62% (79)
S'est personnellement rendu dans la localité	38% (48)
Contact à distance	1% (1)

Les 3 principales professions des IC sont :

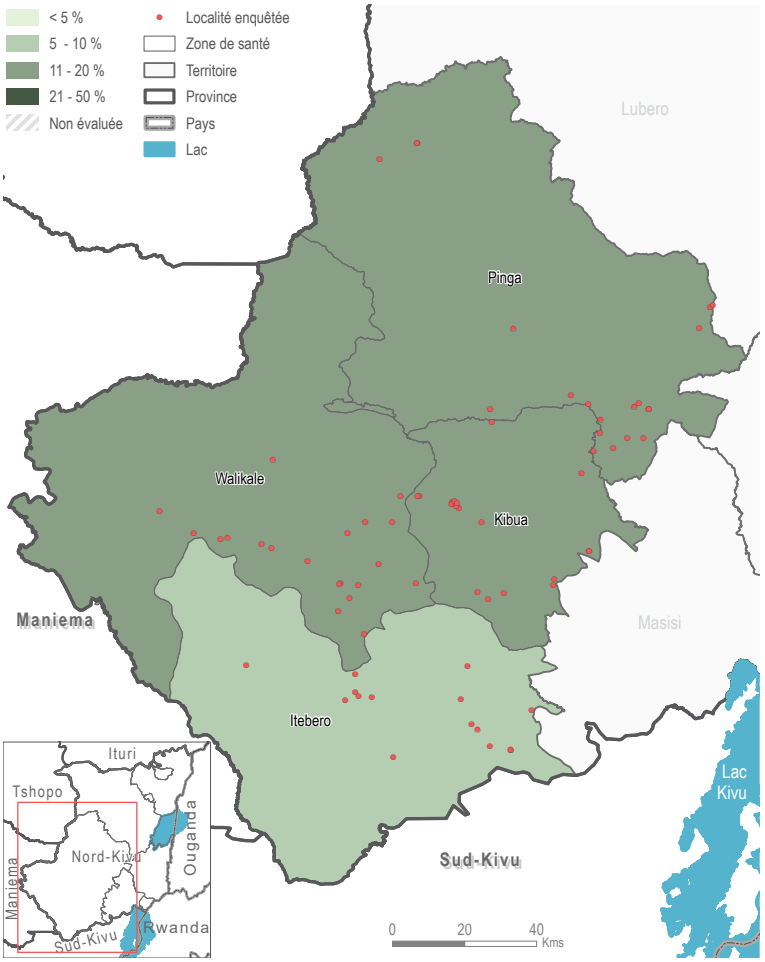
Professionnel de la santé	16% (21)
Acteur de la société civile	15% (15)
Agriculteur	12% (16)

Les principaux status de déplacement des IC sont :

Personne non déplacée	94% (120)
Personne déplacée interne (PDI)	4% (5)
Personne retournée	2% (3)

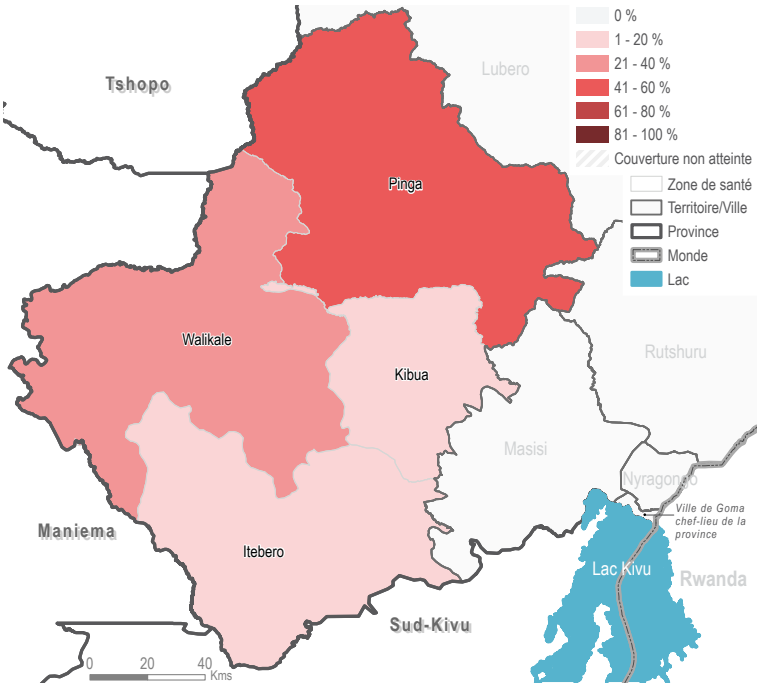
Couverture géographique

Localités évaluées par zone de santé dans le territoire de Walikalé :



Population et dynamiques de déplacement

Dans 32% (21) des localités évaluées, les IC ont rapporté l'arrivée d'un nombre important de nouvelles PDI au cours du mois précédent[5,6] - % par ZS :



Sur l'ensemble de cette fiche, NC : pas de consensus, NSP : Ne sait pas, NSR : Ne souhaite pas répondre. Dans le cas des graphiques circulaires, la catégorie "Autre" correspond à l'ensemble de ces réponses.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

PDI

Dans 90% (66) des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence de PDI. Cela a été rapporté dans 95% des localités évaluées de la ZS Walikalé (19).

% de localités évaluées par date d'arrivée du dernier mouvement important de PDI[5,6] :

Au cours du dernier mois	32% (21)
Entre 2 et 6 mois	42% (28)
Entre 6 mois et 1 an	3% (2)
NC	23% (15)

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de PDI, en % de localités évaluées[5] :

Violence par des groupes armés dans la localité de départ	99% (65)
Déplacement préventif (peur/menaces)	3% (2)

3 principales ZS d'origine des dernières PDI arrivées, par ordre de fréquence de citation par les IC ayant rapporté une ou des origines spécifiques (128) :

Pinga	41% (53)
Kibua	20% (25)
Walikalé	13% (16)

Retournés

Dans 73% (53) des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence de retournés - TOP 3 des ZS :

1. Kibua	15/18	localités évaluées
2. Pinga	16/20	localités évaluées
3. Itebero	10/15	localités évaluées

% de localités évaluées par date d'arrivée du dernier mouvement important de retournés[5,6] :

Au cours du dernier mois	19% (10)
Entre 2 et 6 mois	45% (24)
Entre 6 mois et 1 an	4% (2)
NC	30% (16)

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de retournés, en % de localités évaluées[5] :

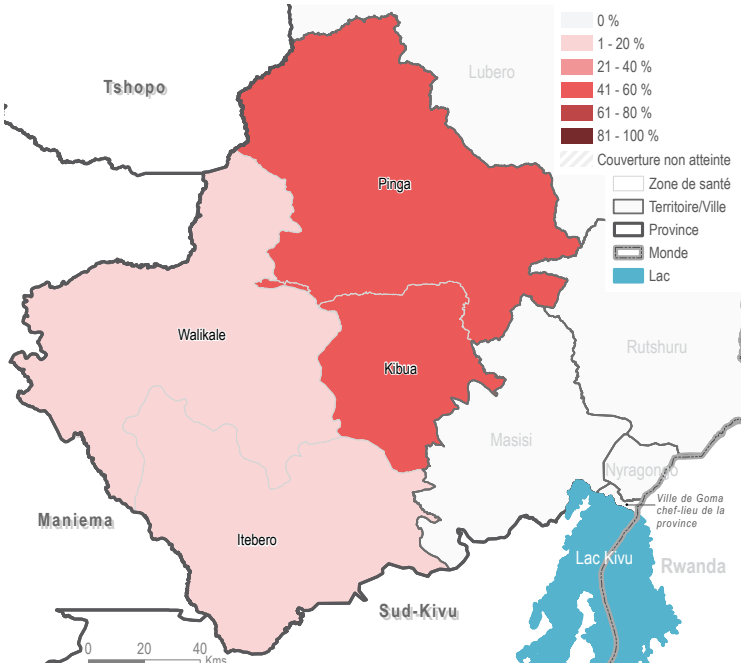
Amélioration de la sécurité dans la localité d'origine	74% (39)
Déterioration de la sécurité dans la localité de départ	21% (11)
Déterioration des conditions de vie dans la localité de départ	9% (5)

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer que des membres de la communauté hôte ont quitté leur localité en février, en % de localités évaluées[5] :

Déplacement préventif (peur/menace)	71% (32)
Raisons économiques	20% (9)
NC	4% (2)

Sécurité alimentaire

Dans 32% (23) des localités évaluées, les IC ont rapporté que des attaques ou des pillages avaient eu un impact sur l'accès à la nourriture [7] - % par ZS :



3 stratégies d'adaptation les plus souvent utilisées par la population pour combler un manque de nourriture, en % de localités évaluées[8] :

Diminution du nombre de repas / des quantités par jour	64% (47)
Travail contre argent	41% (30)
Emprunt d'achat pour achat de nourriture	16% (12)

3 principales sources de nourriture, en % de localités évaluées :

Agriculture/pêche/élevage de subsistance	79% (58)
NC	11% (8)
Achat auprès de marchés/petit commerce	7% (5)

3 principales raisons citées pour expliquer pourquoi une partie de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture le cas échéant, en % de localités évaluées[8] :

Accès aux terres ou aux cours d'eaux limité par l'insécurité	32% (23)
NC	27% (20)
Explosion démographique	16% (12)

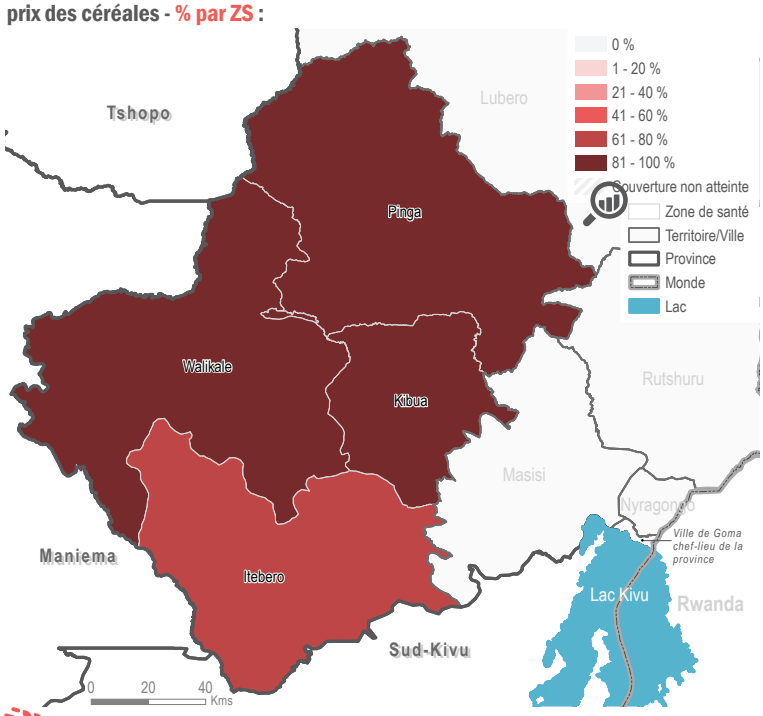
Nombre de repas mangés par jour par la majorité de la population, en % de localités évaluées :

Moins de 12 ans :		12 ans et plus :	
1 repas	27% (20)	1 repas	47% (34)
2 repas	44% (32)	2 repas	34% (25)
3 repas	7% (5)	3 repas	3% (2)
NC	22% (16)	NC	16% (12)

Types d'aliments consommés lors d'au moins 3 repas au cours des 7 derniers jours par la majorité de la population, en % de localités évaluées[12] :

Céréales et tubercules	100% (73)
Légumineuses et oléagineux	82% (60)
Légumes et feuilles	75% (55)
Fruits cultivés et sauvages	25% (18)
Viande, oeufs et poisson	4% (3)
Lait et autres produits laitiers	0% (0)

Dans 88% (64) des localités évaluées, les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales - % par ZS :



Dans 99% (72) des localités évaluées, les IC ont déclaré que la faim était modérée, des stratégies étaient possibles pour réduire les difficultés d'accès à la nourriture.

3 principales raisons citées pour expliquer l'augmentation du prix des céréales, en % de localités évaluées[8,9] :

L'arrivée de déplacés a fait augmenter la demande et le prix	59% (38)
La production de céréales a diminué à cause de l'insécurité	39% (25)
L'arrivée de retournés a fait augmenter la demande et le prix	23% (15)

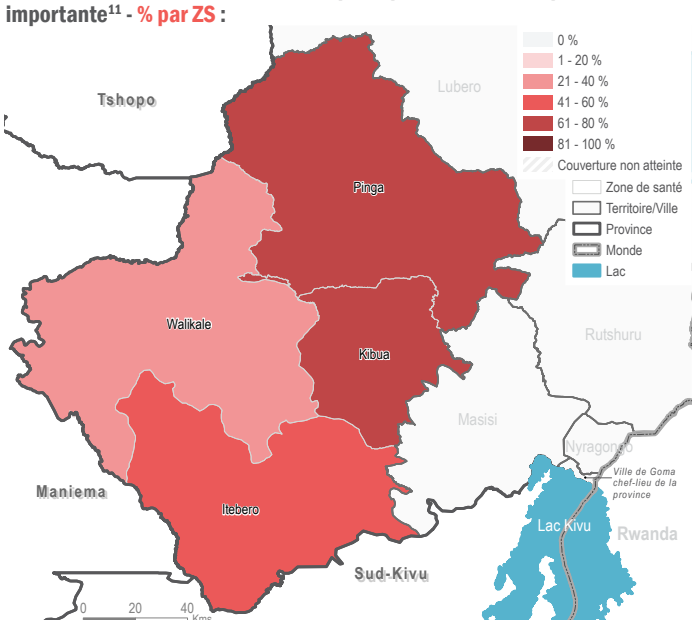
Dans 11% (8) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population se trouvait à plus de 2 heures de marche d'un marché fonctionnel - TOP 3 des ZS

1. Itebero	3/15 localités évaluées
2. Kibua	2/18 localités évaluées
3. Pinga	2/20 localités évaluées

Dans 99% (72) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait un accès physique, sûr et sans discrimination à la terre et que parmi 81% (58) de ces localités, la population la cultivait[10]. Dans 48% (28) de ces localités, l'agriculture était principalement de subsistance (propre consommation du ménage), alors que dans 31% (18) des localités, l'agriculture était une activité génératrice de revenus, avec (au moins) une partie de la production destinée à la vente.

Moyens de subsistance

Dans 59% (43) des localités évaluées, les IC ont rapporté que certaines activités de subsistance habituelles principales avaient été perturbées de façon importante[11] - % par ZS :



3 principales activités de subsistance pour la majorité de la population ayant été perturbées de façon importante, en % de localités évaluées[11,12] :

Agriculture, élevage, pêche de subsistance	67% (29)
Petit commerce	23% (10)
Exploitation minière artisanale	5% (2)

3 principales activités de subsistance pour les femmes, en % de localité évaluées[8,12] :

Agriculture, élevage, pêche de subsistance	96% (70)
Petit commerce	49% (36)
Travail journalier	10% (77)

3 principales activités de subsistance pour les hommes, en % de localité évaluées[8,12] :

Agriculture, élevage, pêche de subsistance	85% (62)
Petit commerce	21% (15)
Exploitation minière artisanale	14% (10)

3 principales raisons de la perturbation des activités de subsistance habituelles, en % de localités évaluées[11,12] :

Accès aux terres ou aux cours d'eau non sécurisé	51% (22)
Manque de moyens de subsistance	40% (17)
Abondance des pluies	9% (4)

3 principales barrières à l'agriculture, en % de localités évaluées[8] :

Accès aux terres non sécurisé	42% (31)
Manque de moyens de subsistance	41% (30)
Manque de main d'oeuvre	11% (8)

Santé et nutrition

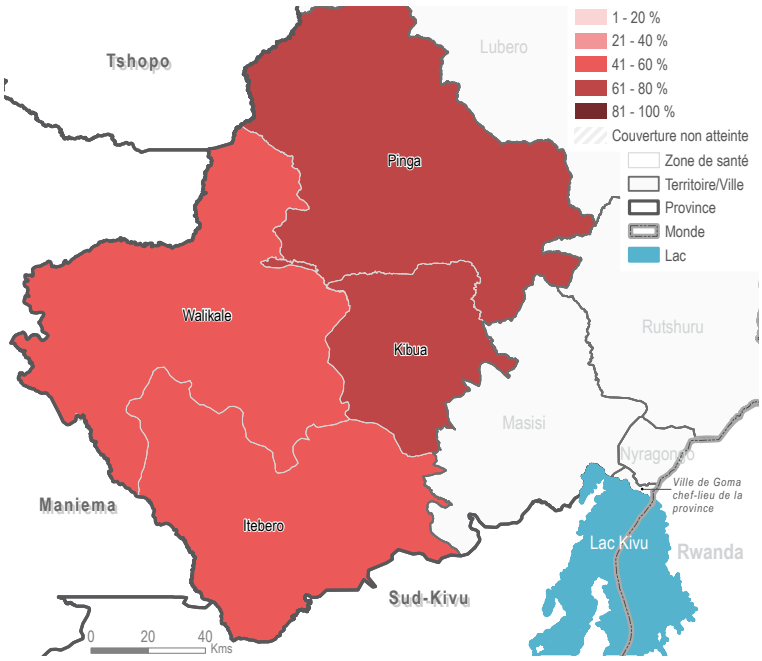
% de localités évaluées par temps nécessaire estimé pour atteindre la structure de santé fonctionnelle la plus proche selon les IC :

Moins de 30 minutes	52% (38)
Entre 31 minutes et 1 heure	22% (16)
Entre plus de 1 heure et 2 heures	4% (3)
Entre plus de 2 heures et une demi-journée	0% (0)
NC	22% (16)

Dans 4% (3) des localités évaluées, les IC ont rapporté que le temps nécessaire pour atteindre la structure de santé fonctionnelle la plus proche était de plus de 1 heure.

Dans 5% (4) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas un accès physique, sûr, sans discrimination et financier à des soins de santé[10].

Dans 63% (46) des localités évaluées, les IC ont rapporté que le manque de médicaments était une barrière principale à l'accès aux services de santé - % par ZS :



3 principaux types de structure de santé à moins d'une demi-journée de marche à pied de la localité, en % de localités évaluées[9] :

Centre de santé	82% (47)
Centre de santé de référence	11% (6)
Hôpital	9% (5)

3 barrières principales à l'accès aux services de santé, en % de localités évaluées[8] :

Manque de moyens financiers pour payer les soins	92% (67)
Manque de médicaments	63% (46)
Manque d'équipements médicaux	7% (5)

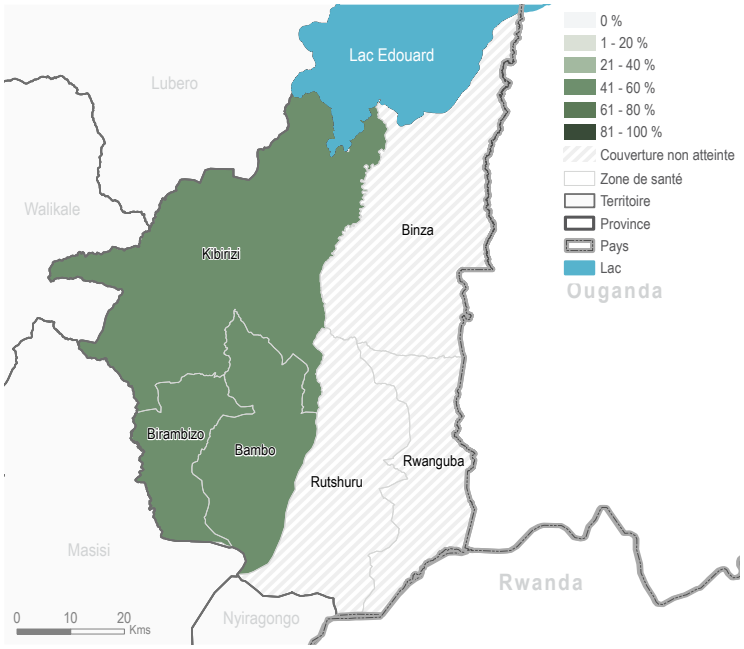
Dans 7% (5) des localités évaluées, les IC ont rapporté que certains membres du personnel soignant étaient en grève en février au niveau de la structure de santé la plus proche de la localité.

3 principaux lieux où la majorité des femmes et des filles ont accouché, en % de localités évaluées :

Au centre de santé	85% (62)
NC	8% (6)
À l'hôpital	4% (3)

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Dans 56% (41) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la temps nécessaire estimé pour atteindre, attendre, et revenir de la principale source d'eau utilisée pour tout usage était de moins de 30 minutes - % par ZS :



Principales sources d'eau de boisson utilisées par la population, en % de localités évaluées :[12]

Eau de surface	22% (16)
Source non-améliorée	18% (13)
Source améliorée	41% (30)
NC	19% (14)

% de localités évaluées par temps nécessaire estimé pour atteindre, attendre et revenir de la principale source d'eau utilisée pour tout usage :

Moins de 30 minutes	56% (41)
Entre 31 minutes et 1 heure	21% (15)
Entre plus de 1 heure et 2 heures	0% (0)
Entre plus de 2 heures et une demi-journée	0% (0)
NC	23% (17)

Dans 92% (67) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne traitait pas l'eau de boisson.

3 barrières principales à l'accès à l'eau, en % de localités évaluées[8] :

Nombre insuffisant de points d'eau	67% (49)
Manque de récipients	29% (21)
Eau considérée comme impropre	19% (14)

Dans 88% (64) des localités évaluées, la majorité des femmes et des hommes utilisait des latrines.

3 principaux types de latrines utilisées par la population qui utilise des latrines, en % de localités évaluées :

Latrines à fosses sans dalle ni plateforme	63% (46)
NC	18% (13)
Trou ouvert	16% (12)

Principaux lieux où se rendait la population pour déféquer à l'air libre, si une partie de la population n'utilisait pas de latrines, en % de localités évaluées[8] :

Derrière la maison	53% (39)
Dans les champs	49% (36)
Pas de défécation à l'air libre, Dans la forêt	36% (26)

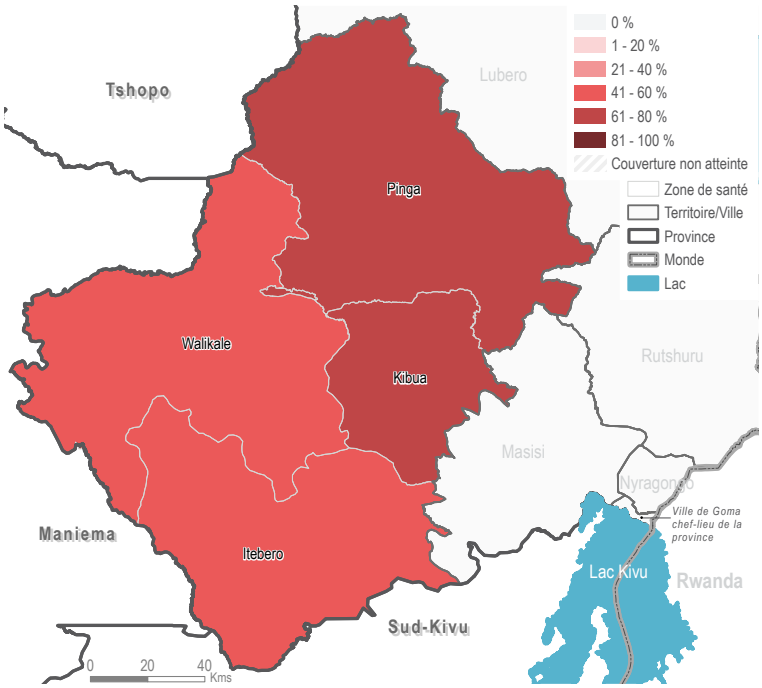
Dans **81%** **(38/47)** des localités évaluées où une partie de la population défèquait à l'air libre, les IC ont rapporté que le lieu se trouvait proche (à moins de 5 mètres) d'un cours d'eau.

Principale méthode utilisée par la population pour le lavage des mains, en % de localités évaluées :

Eau avec savon/chlore	4% (3)
Cendre (avec ou sans eau)	16% (12)
Ne se lavent pas les mains	11% (8)
Sable (avec ou sans eau)	1% (1)
Eau seulement	41% (30)
NC	26% (19

Abris et articles ménagers essentiels

Dans 63% (46) des localités évaluées, les IC ont rapporté que des abris avaient été détruits ou partiellement détruits - % par ZS :



Dans **83%** **(38)** de ces localités, les IC ont indiqué que la raison principale de la destruction (partielle) des abris était liée aux intempéries (innondations, vent, pluie).

3 principaux lieux où se logeaient les PDI et/ou retournés, en % de localités évaluées[8] :

Famille d'accueil	96% (67)
Logement loué ou prêté	43% (30)
Propre maison (retournés)	20% (14)

3 principaux types d'abris utilisés par la majorité de la communauté non déplacée, en % de localités évaluées :

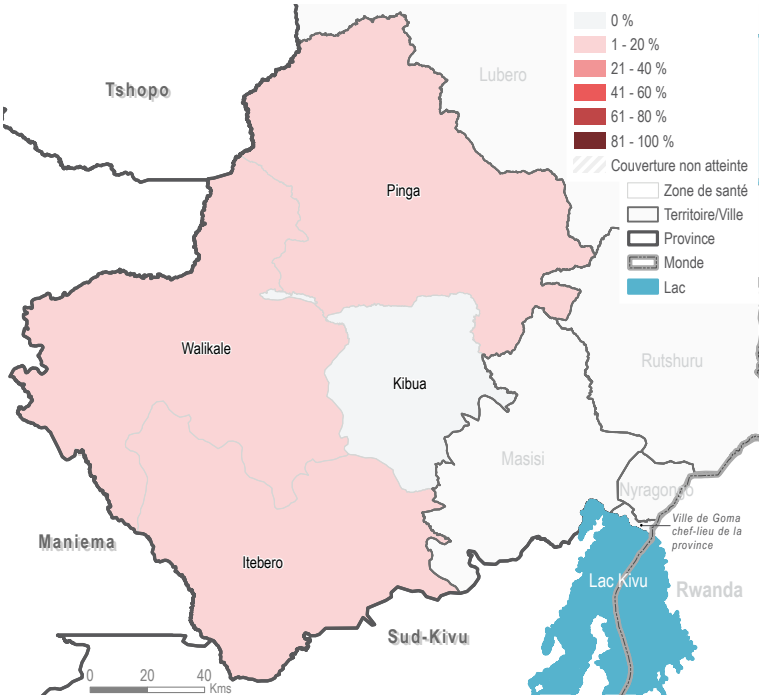
Bâtiment semi-durable	49% (36)
Abri collectif en matériaux semi ou non-durables	25% (18)
NC	21% (15)

3 principaux articles ménagers essentiels indisponibles pour la majorité de la population, en % de localités évaluées[12] :

Couverture	100% (73)
Natte de couchage	95% (69)
Bidon	92% (67)

Education

Dans 8% (6) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité des enfants n'avait pas accès à une école primaire fonctionnelle[14] à moins d'une heure de marche - % par ZS :



2 principales raisons du manque d'accès à une école primaire fonctionnelle, en % de localités évaluées[15] :

Endommagée suite à une catastrophe naturelle	67% (4)
Il n'y a jamais eu d'école fonctionnelle aux alentours	17% (1)

2 principaux lieux d'éducation pour la majorité des enfants en âge d'aller à l'école primaire (de 6 à 11 ans) qui bénéficiaient d'une forme d'éducation[16] :

École (bâtiment dédié à l'enseignement)	99% (68)
Bâtiment temporaire/non-durable/endommagé	1% (1)

3 principales raisons de la non fréquentation de l'école primaire disponible, en % de localités évaluées[17] :

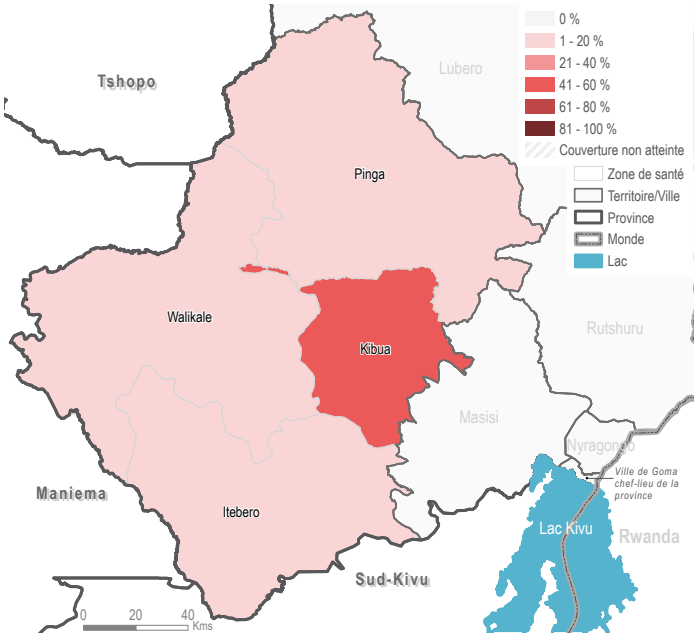
Filles		Garçons	
Manque de matériel scolaire	71% (32)	Manque de matériel scolaire	63% (31)
Travail des enfants (en dehors de la maison)	7% (3)	NC	14% (7)
		Travail des enfants (en dehors de la maison)	6% (3)

Dans **14%** **(10)** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité des enfants n'avait pas accès à une école secondaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche.

59% **(10/17)** des IC enseignants interrogés ont indiqué que l'école demandait le paiement des frais scolaires aux familles.

Protection

Dans 22% (16) des localités évaluées, les IC ont rapporté des incidents dans lesquels plusieurs civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précedent - % par ZS :



Dans 81% (13) des localités évaluées, les IC ont rapporté que les attaques/ combats étaient le principal type d'incident dans lequel plusieurs civils ont été tués ou gravement blessés[18,19] - TOP 2 des ZS :

1. Kibua	8/9 localités évaluées
2. Pinga	3/4 localités évaluées

Dans 12% (9) de ces localités, les IC ont rapporté qu'aucun service de protection suite à des violences basées sur le genre était accessible à 2 heures ou moins de marche pour la majorité de la population.

Dans 82% (60) des localités évaluées, les IC ont rapporté que des filles et/ou garçons (de moins de 18 ans) se sont mariés au cours du mois de février.

Dans 49% (36) des localités évaluées, les IC ont rapporté que les femmes ou les filles évitaient certains lieux car elles ne s'y sentaient pas en sécurité.

3 principaux lieux que les femmes ou les filles évitaient car elles ne se sentaient pas en sécurité, en % de localités évaluées où les IC ont rapporté que les femmes ou les filles évitaient certain lieux[8] :

Champ	86% (31)
Foret / brousse	72% (26)
Points d'eau	11% (4)

Dans 77% (56) des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence de mineurs non-accompagnés.

3 principales préoccupations pour les femmes de moins de 18 ans, en % de localités évaluées[19] :

Violences sexuelles	26% (19)
Pas de source d'inquiétude	23% (17)
Mariage précoce/forcé, NC	15% (11)

3 principales préoccupations pour les femmes de plus de 18 ans, en % de localités[19]:

Violences sexuelles	33% (24)
Pas de source d'inquiétude	25% (18)
Meurtre, NC	14% (10)

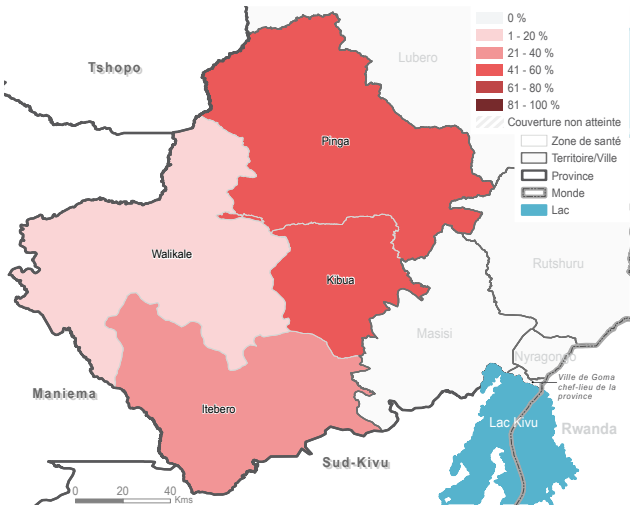
3 principales préoccupations pour les hommes de moins de 18 ans, en % de localités évaluées[19] :

Pas de source d'inquiétude	34% (25)
Meurtre	21% (15)
Tracasseries/harcelement	16% (12)

3 principales préoccupations pour les hommes de plus de 18 ans, en % de localités évaluées[19] :

Pas de source d'inquiétude	27% (20)
NC	22% (16)
Meurtre	16% (12)

Dans 41% (30) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps - % par ZS :



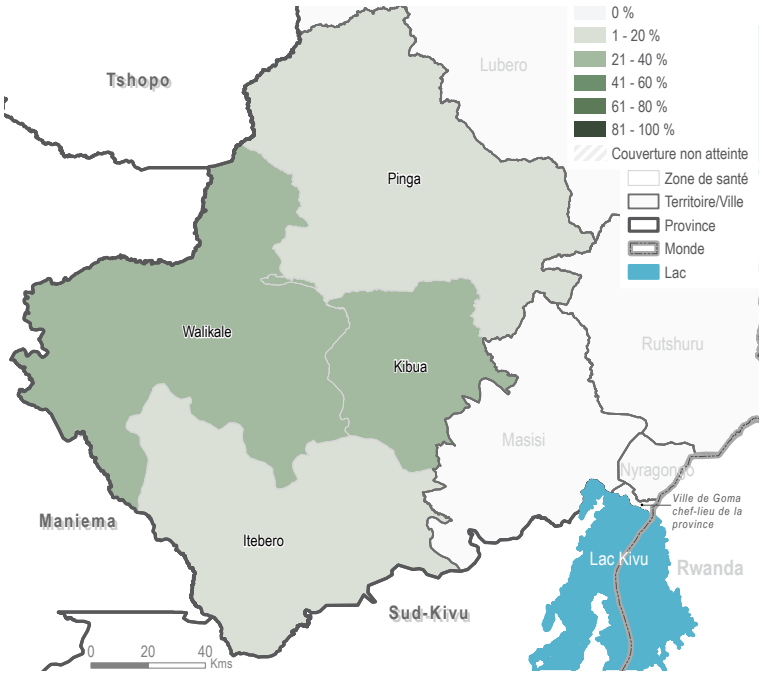
Dans 86% (63) des localités évaluées, les IC ont rapporté qu'une partie des enfants était impliquée dans des activités économiques en dehors du travail domestique - 3 principales activités économiques rapportées, en % de localités évaluées[8] :

Filles		Garçons	
Agriculture	79% (50)	Construction	71% (45)
Commerce / marché	62% (39)	Agriculture	65% (41)
Collecte de bois, Prostitution	56% (35)	Collecte de bois	49% (31)

Dans 22% (16) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement en dehors de la localité, pour des raisons liées au conflit, citées dans 100% (16) des localités. L'existence de conflits liés à la terre, au logement ou à la propriété était rapportée dans 75% (55) des localités évaluées, tandis que les conflits/tensions entre communautés étaient cités dans 8% (6) des localités évaluées. La présence de restes d'explosifs de guerre dans la localité et/ou ses alentours était rapportée par les IC de 11% (8) des localités évaluées.

Redevabilité et communication

22% (16) des localités évaluées ont bénéficié d'une assistance humanitaire au cours des trois derniers mois selon les IC - % par ZS :



Principal 1er, 2ème et 3ème besoin prioritaire respectivement pour la majorité de la population, en % de localités évaluées[20] :

1	2	3
NC 33% (24)	NC 36% (26)	NC 37% (27)

Dans 19% (3) des localités évaluées ayant bénéficié d'une assistance au cours des 3 mois précédents, les IC ont rapporté qu'il n'existait aucun mécanisme de plainte sur l'assistance reçue accessible aux bénéficiaires. Dans 100% (13) des localités où au moins un mécanisme de plainte était accessible aux bénéficiaires, la majorité des personnes concernées savaient utiliser ces mécanismes, selon les IC.

Dans 38% (6) des localités évaluées où une assistance avait eu lieu, les IC ont déclaré que la majorité de la population ne se sentait pas suffisamment consultée par rapport à l'assistance. Dans 6% (1) de ces mêmes localités, la majorité des bénéficiaires ne se sentaient pas en sécurité quand ils accédaient à l'aide humanitaire, selon les IC.

3 principales sources d'informations dans lesquelles la majorité de la population a le plus confiance, en % de localités évaluées[8] :

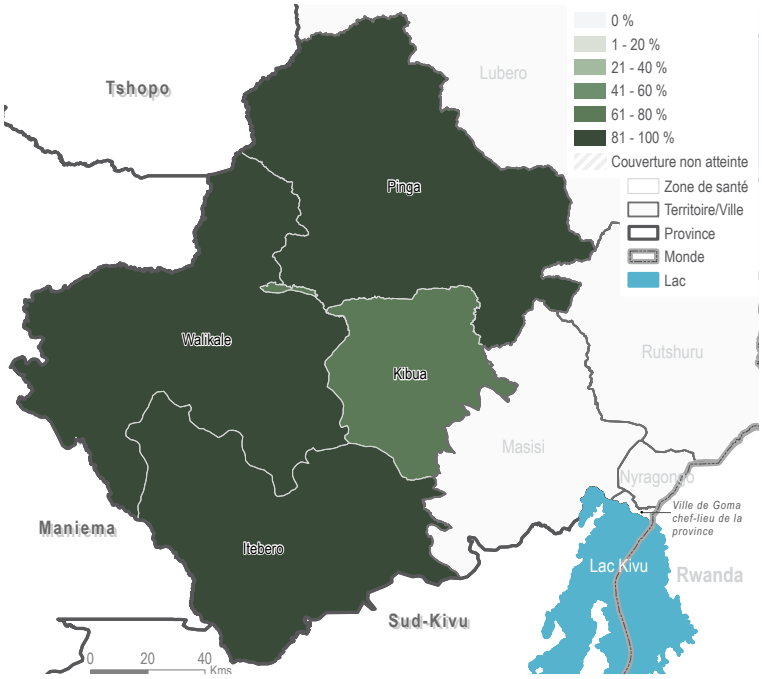
Station de radio	78% (57)
Appel téléphonique	55% (40)
Conversation avec les autorités locales	23% (17)

3 principaux types d'informations qui auraient été les plus utiles à la majorité de la population, en % de localités évaluées :

Information sur le contexte sécuritaire	56% (41)
NC	21% (15)
Information sur l'accès à l'assistance humanitaire	19% (14)

Coordination et gestion des camps (CCCM)

Dans 88% (64) des localités évaluées, les IC ont rapporté qu'il existait des comités communautaires locaux actifs[21] - % par ZS :



3 principaux types de comités communautaires actifs[8,22], en % de localités évaluées:

Comité de développement	84% (54)
Comité de jeunes	77% (49)
Comité de paix	70% (45)

Dans 95% (61/64) des localités évaluées où les IC ont rapporté l'existence de comités communautaires locaux actifs, les IC ont rapporté que tous les groupes de populations y étaient représentés[22].

Notes de fin

1. Le total des localités par ZS a été calculé au moyen de la base de données opérationnelle commune des localités en RDC diffusée sur la plateforme Humanitarian Data Exchange (février 2017). Un seuil minimal de 5% à la base de données la plus complète pour chaque ZS a été appliqué.

2. Les résultats présentés dans la fiche d'information sont arrondis, sans chiffres après la virgule.

3. Ce nombre n'inclut pas les enquêtes (considérées comme peu fiables) qui ont été retirées en raison du fait que 3 problèmes de cohérence ou plus ont été remarqués dans les réponses des IC.

4. Les localités pour lesquelles la carte présente seulement la « localisation estimée » sont celles qui sont rapportées par les IC mais qui ne figurent pas dans la base de données des localités en RDC et dont la localisation exacte est inconnue. Pour estimer la localisation de ces localités, il était demandé aux IC de choisir dans une liste issue de la base de données des localités en RDC quelle était la localité la plus proche de la localité rapportée. La localisation présentée est celle de la localité connue la plus proche.

5. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté la présence du groupe de population désigné dans la localité au cours du mois précédent.

6. « Important » veut dire qu'au moins 10 ménages ont quitté la localité ou sont arrivés dans la localité

7. L'interprétation du terme « nourriture suffisante » a été laissée à la discrétion de l'IC.

8. Les IC avaient la possibilité de sélectionner 3 réponses pour répondre à cette question.

9. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales au cours du mois précédent.

10. La notion d'accès (physique, sûr, sans discrimination, financier) depuis la localité a été laissée à la discrétion de l'IC.

11. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté que des activités de subsistance habituelles principales avaient été perturbées de façon importante.

12. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

13. L'eau de surface inclut les rivières, fleuves, lacs, marres, tranchées d'irrigation, etc.

14. Dans le cadre de cette fiche d'information, une "école fonctionnelle" est une école où les cours se déroulent dans un bâtiment construit à partir de matériaux durables ou semi-durables dans lequel un enseignement a lieu de manière régulière. L'absence d'une école fonctionnelle n'implique pas forcément l'absence d'une forme d'éducation, mais indique simplement que les conditions d'éducation ne sont pas considérées comme adéquates pour assurer un enseignement de qualité.

15. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté qu'il n'y avait pas d'école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche.

16. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté que la majorité des enfants en âge d'aller à l'école primaire bénéficiait d'une forme d'éducation.

17. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté la non-fréquentation de garçons ou de filles à l'école primaire disponible.

18. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté des incidents dans lesquels plusieurs civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent.

19. Les taux de réponses « NSR », « NSP » et « NC » sont élevés pour cet indicateur. Ceci pourrait indiquer une certaine réticence à aborder les thématiques sensibles liées aux questions de protection. Des IC pourraient également ne pas être en position de déterminer les inquiétudes des différents groupes. Il est également possible que la représentation plus faible de femmes parmi les IC enquêtés réduise la possibilité d'obtenir des points de vues plus informés sur certaines questions de protection.

20. Pour cet indicateur, les IC ont rapporté le premier, le second et le troisième besoin perçu comme prioritaire pour la majorité de la population de la localité enquêtée. Les IC avaient également la possibilité d'indiquer qu'il n'y avait pas de besoins prioritaires (ou d'autres besoins prioritaires) au sein de la localité.

21. Un comité communautaire est un groupement de citoyens pour la défense d'intérêts communs (i.e. organisation de citoyens, gestion des ressources, associations de femmes, etc.). Les personnes sont souvent nommées ou élues et doivent rendre compte à la communauté. Il y a un pouvoir de décision au niveau local.

22. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté l'existence de comités communautaires.